



DÉCLARATION FNEC-FP-FO au CAEN DU 12 février 2019

Académie de BESANCON

Mesdames et messieurs les membres du Conseil Académique de l'Education Nationale,

« Faire de l'enseignement professionnel une voie d'excellence à égale dignité des autres voies de formation constitue un enjeu majeur (...). »

Ainsi dans un courrier du 16 mai 2018 adressé aux recteurs d'académie, il est expressément demandé de « renforcer l'orientation des élèves vers la voie professionnelle à l'issue de la classe de troisième afin que cette voie s'impose aux yeux de tous comme une voie de réussite aussi bien par les perspectives d'insertion professionnelle que par les possibilités de poursuite d'études qu'elle permet. »

A la lecture de ce projet d'évolution de la carte des formations de la voie professionnelle, on peine à distinguer la concrétisation des déclarations qui font du développement de cette voie la seconde priorité du ministère.

Une lecture rapide pourrait nous faire noter avec satisfaction la proposition d'ouverture de quatre CAP et d'une mention complémentaire. Mais il s'agit en réalité de changements de spécialité à Crotenay et à Dole.

Certes, les personnels du LP Jules Ferry de Delle apprécient l'annonce de l'ouverture envisagée d'un CAP MBC en 2019 même s'il aurait été plus logique de l'ouvrir l'an dernier, en compensation de la fermeture du CAP peinture en 2017. Cela aurait évité une mesure de carte scolaire et aurait sans doute permis une réelle mobilisation de l'équipe pédagogique.

Certes, l'ouverture d'une mention complémentaire animation-gestion de projets sportifs à Pontarlier est également accueillie avec satisfaction et demandera peut-être à être étendue notamment au LP Pontarcher à Vesoul qui avait déposé un excellent dossier en ce sens.

Mais comment ne pas évoquer la fermeture d'une demi-section de Bac Pro service au LP Condé de Besançon qui va déséquilibrer le fonctionnement de la filière dans l'établissement et risque d'engendrer à terme des suppressions de postes ?

Comment ne pas évoquer les élèves à profil particulier qui trouvaient une orientation possible en CAP Service au LP Mandela à Audincourt.

Comment ne pas évoquer surtout la poursuite du démantèlement brutal de **la filière Gestion Administration** sans qu'aucune mesure d'ouverture en compensation ne soit proposée, dont on annonce aux collègues, qui ont subi une rénovation récente, qu' « elle n'est plus en adéquation et qu'elle offre peu de perspectives d'insertion professionnelle » ?

Après Baumes-les-Dames à la rentrée 2017, après St Claude, Pontarcher à Vesoul, Tristan Bernard à Besançon, Lumière à Luxeuil et Xavier Marmier à Pontarlier à la rentrée 2018, voici les Huisselets à Montbéliard et le LP Prévert à Dôle soit la disparition de 120 élèves en trois ans en Franche-Comté rien que dans cette filière.

Nous sommes intervenus en GT pour demander un moratoire sur les fermetures de GA puisque cette filière est en cours de rénovation et qu'un consensus se dégage sur la nécessité de maintenir un bac pro administratif à forte valeur ajoutée, insérant et permettant des poursuites d'études dans le supérieur. La CPC travaille sur un nouveau référentiel et un protocole est en cours de finalisation à la DGRH sur la priorité à accorder aux professeurs de GA pour leur permettre d'envisager sereinement leurs perspectives professionnelles. C'est l'occasion de rappeler que derrière chaque fermeture et derrière chaque réduction de capacité d'accueil se cachent des enjeux humains importants pour ces personnels que nous représentons.

Comment ne pas évoquer enfin la poursuite d'études ; l'académie de Besançon, pilote de l'expérimentation du passage du Bac Pro au BTS : est-ce encore d'actualité ? Mises à part les deux ouvertures d'options sans augmentation de capacité d'accueil à Vesoul et à Audincourt, la seule perspective offerte est la fermeture du BTS ATI à Montbéliard.

Comme on le voit, le projet de carte des formations de la voie professionnelle présenté à cette assemblée revient à réduire encore les capacités d'accueil des lycées professionnels.

La FNEC-FP FO ne peut se résoudre à cautionner des choix de fermetures sèches dans la voie professionnelle qui contribuent à fragiliser davantage des établissements scolaires garants de l'égalité d'accès pour nos jeunes aux formations du service public d'éducation.

La FNEC-FP FO considère que l'enseignement professionnel public initial et laïque doit continuer à jouer un rôle central à travers la transmission des savoirs généraux et professionnels dans la préparation de **tous** les élèves aux métiers, aux poursuites d'études et à la vie citoyenne.